

LA PROPOSITION DE LOI A ÉTÉ ADOPTÉE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Loi Descrozaille : l'unanimité (ou presque...)

LES FAITS. La proposition de loi portée par le député Descrozaille a été adoptée mercredi par l'Assemblée Nationale. Aucune voix dans l'hémicycle ne s'est élevée contre. Un grand pas vers une modification de l'esprit des "négos", au bénéfice des industriels, même si le parcours législatif est encore long.



Dans la vie d'un député, faire voter "sa" loi n'est pas une mince victoire. Y parvenir en rassemblant largement au point d'écartier tout vote contraire est un triomphe. C'était sans doute le sentiment du député Frédéric Descrozaille hier, à l'issue du vote de sa proposition de loi relative à "l'approvisionnement des Français en produits de grande consommation". Et aussi... de ses soutiens, pas même masqués : les "grands industriels" ainsi qu'il est convenu de les qualifier.

Aucune voix contre : le triomphe de Frédéric Descrozaille

Avec 111 voix "pour" sur les 111 votes exprimés, Frédéric Descrozaille a donc fait l'unanimité (au moins parmi les votants). Parmi les distributeurs... aussi. Pour preuve, la tribune

commune dimanche dans la presse, réunissant toutes les principales enseignes. Là encore, une incroyable unanimité. **Même Lidl, souvent soutien des positions du syndicalisme agricole, s'est détourné de Christiane Lambert** (elle-même soutien de Frédéric Descrozaille) et s'est rapproché de ses concurrents dans un élan de confraternité que

seule une menace majeure pouvait faire naître !

La menace en question ? Redonner (au moins partiellement) la main aux industriels, dans la fixation des prix. Un énième mouvement de balancier dans l'histoire tumultueuse (et longue) des relations entre industrie et commerce.

Problème : s'il a fait l'unanimité à

l'Assemblée et côté distributeurs, Frédéric Descrozaille n'y sera pas parvenu chez... ceux au nom desquels il a mené croisade : les fournisseurs.

Les PME plus que réservée...

La FEEF, l'organisation qui (pour faire simple) rassemble les PME, s'est ostensiblement montrée réservée et c'est un euphémisme. C'est bien là que le bât blesse. Si l'heure pressait d'affaiblir la position des commerçants dans la négociation (ce qui peut bien s'entendre), pourquoi tous les industriels ne soutiendraient-ils pas le mouvement ? Peut-être parce que la nouvelle loi ne leur profiterait pas de manière aussi évidente que défendue, même la main sur le cœur. Les PME se voient déjà en victimes. Sans doute n'ont-elles d'ailleurs pas complètement tort... Problème : leur entourage était largement insuffisant... Quand le lobbying version multinationales est du niveau "Champions League", les PME, elles, jouent, par principe, en championnat régional.

Olivier Dauvers



VIGIE GRANDE CONSO

Tous les mois,
l'analyse sans concession
du retail et de la consommation

Infos : caroline.bazin@editionsdauvers.fr